

Petit guide du bon prompt juridique

Préparer une réunion avec votre avocat à l'aide de l'IA - guide pratique à l'usage des non-juristes — droit français

10 juin 2026

Bart Smekens, avocat au barreau d'Albi

Ce guide et son exemple de prompt s'adresse à toute personne qui souhaite se faire assister par une IA généraliste (ChatGPT, Claude, Gemini, Mistral, etc.) pour préparer une réunion avec un avocat. Il a un objectif simple : vous aider à arriver à la réunion mieux préparé, sans créer plus de travail pour votre conseil et sans compromettre la confidentialité de votre dossier. Ce guide vous est proposé gratuitement à titre purement indicatif ; aucune garantie ne peut être donnée quant à l'exactitude du résultat et, bien entendu, l'auteur décline toute responsabilité.

Cinq points sont essentiels. Lisez-les avant d'ouvrir une fenêtre d'IA.

1. Un prompt « standard » ne donne pas une réponse fiable en droit

Demander à une IA généraliste « Quels sont mes droits dans cette situation ? » produit presque toujours une réponse qui paraît convaincante. C'est précisément le problème. Le droit n'est pas un domaine où une réponse plausible est suffisante : un article renuméroté, une réforme entrée en vigueur la semaine dernière, une exception qu'on a oublié de mentionner, et la réponse devient fausse — sans que rien dans le texte ne le laisse deviner.

Le droit français en particulier est mouvant : codes consolidés régulièrement, jurisprudence qui infléchit ou renverse une lecture, ordonnances de transposition, décrets d'application qui retardent l'entrée en vigueur. Un modèle de langage qui s'appuie sur sa mémoire de formation a peu de chances d'être à jour, et il ne sait pas toujours qu'il ne l'est pas.

La règle simple : ne traitez jamais une réponse IA comme une réponse juridique. Traitez-la, au mieux, comme un brouillon de questions à poser à votre avocat.

2. Un brouillon IA mal préparé coûte plus de temps à l'avocat qu'un dossier vierge

On imagine souvent qu'arriver chez son avocat avec « ce que dit l'IA » va lui faire gagner du temps. C'est l'inverse qui se produit le plus souvent. Une réponse IA contient typiquement un mélange de droit correct, de droit obsolète, de droit inventé, et d'affirmations vraies mais hors-sujet. Pour démêler tout cela, l'avocat doit :

- vérifier chaque article cité, un par un ;

- identifier les affirmations qui ressemblent à du droit mais qui n'existent pas (et qu'il faut donc écarter sans pouvoir s'appuyer sur une source) ;
- repérer les questions que vous n'avez pas posées et qui sont pourtant centrales ;
- corriger les conclusions implicites que vous tirez d'une réponse fausse.

Repartir d'une page blanche et discuter directement les faits avec vous est, dans la plupart des cas, plus rapide. Un bon brouillon IA peut faire gagner du temps ; un mauvais brouillon en fait perdre, et vous facture pour ce temps perdu. La section 6 ci-dessous vous donne le squelette d'un prompt qui réduit ce risque.

3. Hallucination et grounding : deux notions à comprendre

Hallucination

Une « hallucination » est une affirmation produite par l'IA qui ressemble à un fait, mais qui n'en est pas un. En droit, cela prend des formes très spécifiques et particulièrement piégeuses : un numéro d'article qui n'existe pas, une décision de la Cour de cassation entièrement inventée (avec date, chambre et numéro de pourvoi), une formulation de doctrine attribuée à un auteur qui n'a jamais écrit cela, ou un délai de prescription cité avec aplomb mais erroné de quelques mois.

Le trait commun de ces hallucinations est qu'elles sont indétectables sans vérification dans une source officielle. Elles ne « sonnent » pas faux.

Grounding (ancrage dans une source)

Le grounding consiste à obliger l'IA à s'appuyer sur un texte officiel récupéré en direct (et non sur sa mémoire), puis à citer ce texte verbatim avec son URL. En pratique, cela signifie que l'IA doit aller chercher l'article sur Légifrance, le citer mot pour mot, et donner le lien — ou reconnaître qu'elle n'a pas pu le trouver.

Une réponse non-groundée, même bien formulée, doit être considérée comme une hypothèse. Une réponse groundée, où chaque affirmation pointe vers une source officielle citée, est utilisable comme point de départ — toujours sous réserve de validation par un juriste.

Concrètement : si une IA vous donne un article du Code civil sans citer le texte exact et sans lien Légifrance, supposez qu'il peut être faux.

4. Ne donnez jamais les vrais noms et les vrais faits à une IA grand public

C'est le point le plus important de ce guide, et celui qu'on néglige le plus.

Lorsque vous racontez votre dossier à une IA grand public, vous transmettez ces informations à un tiers : l'éditeur du service. Selon le service, ces données peuvent être conservées, journalisées, utilisées pour l'amélioration du modèle, ou tout simplement exposées à un risque de fuite. Vous perdez à ce moment-là deux protections distinctes :

- **Le secret professionnel de l'avocat** protège les échanges entre vous et votre conseil. Mais ce secret protège les échanges *avec votre avocat* — pas les confidences que vous faites à un outil tiers avant la réunion. Si vous racontez les faits, les noms, les montants à un chatbot, ces informations ne sont plus couvertes.
- **La confidentialité du dossier** vis-à-vis de la partie adverse. Dans un contentieux, ce que vous avez écrit à une IA peut, dans certaines circonstances, devenir une preuve invocable. Une partie adverse peut chercher à obtenir ces journaux, ou vous pouvez vous-même les conserver et les voir saisis.

La règle pratique est simple : avant la réunion, anonymisez tout.

- Remplacez les noms des personnes par des lettres ou des rôles (« Mme A. », « le gérant », « le bailleur »).
- Remplacez les noms d'entreprises par des descripteurs neutres (« une SAS du secteur de la restauration »).
- Arrondissez ou neutralisez les montants, dates précises et lieux qui pourraient identifier le dossier.
- Ne joignez jamais à l'IA un contrat, un courrier ou une pièce non anonymisée.

Toutes les questions de fond peuvent être posées sur des faits anonymisés. Le travail d'application aux vrais faits doit être fait avec votre avocat, dans un cadre couvert par le secret professionnel.

5. Squelette de prompt pour une recherche en droit français

Ce squelette est inspiré de la discipline d'un assistant de recherche juridique : il oblige l'IA à préciser la juridiction, à s'appuyer sur des sources officielles, à citer verbatim, et à signaler explicitement ce qu'elle n'a pas pu vérifier. Il est volontairement agnostique quant au modèle (il fonctionne avec n'importe quel assistant IA) et privilégie les sources officielles françaises.

Copiez-le, remplissez les champs entre crochets avec des faits anonymisés, et envoyez.

Squelette à copier-coller

Rôle

Tu agis comme un assistant de recherche juridique en droit français.
Tu n'es pas avocat et tu ne donnes pas de conseil juridique. Ton rôle est d'identifier les sources pertinentes, de les reproduire fidèlement, et de signaler explicitement ce qui reste incertain.

Juridiction et droit applicable

Droit français uniquement. Ne traite pas de droit belge, suisse, luxembourgeois ou d'un autre droit national. Si la question fait intervenir le droit de l'Union européenne, distingue clairement le droit UE du droit français.

Sources autorisées (ordre de préférence)

1. Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr/>) pour les codes, lois, ordonnances, décrets, arrêtés, et la jurisprudence administrative et judiciaire.
 2. Un connecteur MCP Openlegi ou Légifrance si tu en disposes.
 3. À défaut, EUR-Lex (<https://eur-lex.europa.eu/>) pour les textes UE.
- Tu n'utilises ni blogs, ni cabinets, ni Wikipédia, ni résumés secondaires comme source du texte d'un article. Ces sources peuvent servir de piste, jamais de référence.

Méthode

- Avant toute affirmation, va chercher le texte officiel sur Légifrance (via le connecteur MCP si tu en as un, sinon par navigation web).
- Pour chaque article cité : reproduis le texte VERBATIM dans un bloc de citation, avec sa version en vigueur (date) et l'URL Légifrance directement en dessous.
- Si tu n'as pas pu récupérer un article, dis-le explicitement (« je n'ai pas pu vérifier ») au lieu de le citer de mémoire.
- Distingue : (a) le texte du droit, (b) ta lecture en langage clair, (c) ce qui reste incertain, ambigu, ou dépend de faits non fournis.

Marqueurs de confiance à utiliser pour chaque affirmation

- [VÉRIFIÉ] – directement appuyé sur une source que tu viens de récupérer.
[NON VÉRIFIÉ] – tu penses que c'est exact mais tu n'as pas pu sourcer.
[INCERTAIN] – le droit est ambigu ou contesté ; expose les positions.
[RÉFORME EN COURS] – texte récemment modifié ou en cours de modification.

Contexte de ma question (faits ANONYMISÉS)

- Type de situation : [ex. : litige locatif, rupture commerciale, etc.]
- Qualité des parties : [ex. : un particulier et une SARL]
- Faits matériels en ordre chronologique, sans noms ni dates précises : [...]
- Documents en ma possession (sans les joindre) : [ex. : un bail, deux mises en demeure]
- Ce que je cherche à savoir avant de voir mon avocat : [...]

Livrable attendu

1. Les textes français applicables, cités verbatim, avec URL Légifrance.
2. Une lecture en langage clair de ce qu'ils disent dans mon contexte.
3. Les questions précises que je devrais poser à mon avocat.
4. Les faits qu'il faudra clarifier avec lui pour pouvoir trancher.
5. Une mention finale : « Ce travail doit être revu par un avocat avant toute

utilisation. »

Comment l'utiliser

- Donnez le plus de contexte possible — mais uniquement sur des faits anonymisés. Plus l'IA dispose de contexte (type de contrat, qualité des parties, chronologie, documents disponibles), plus sa recherche sera ciblée.
- Précisez ce que vous voulez en sortie : une note de synthèse ? une liste de questions ? un tableau des délais ? Le squelette propose une structure par défaut, adaptez-la.
- Si le modèle ne dispose pas d'accès direct à Légifrance (via un connecteur MCP ou un mode navigateur), demandez-lui de le dire en première phrase plutôt que de répondre de mémoire.
- Lisez la réponse en cherchant les marqueurs [NON VÉRIFIÉ] et [INCERTAIN] : ce sont les points à soulever en priorité avec votre avocat.

6. Checklist avant d'envoyer votre prompt

- Ai-je retiré tous les noms (personnes, entreprises, lieux identifiants) ?
- Ai-je retiré ou arrondi les dates précises et les montants ?
- Ai-je précisé la juridiction (« droit français uniquement ») ?
- Ai-je indiqué les sources que l'IA doit utiliser (Légifrance en priorité) ?
- Ai-je demandé une citation verbatim et l'URL de chaque texte ?
- Ai-je formulé clairement ce que je veux en sortie ?
- Ai-je accepté à l'avance que la réponse soit, au mieux, un brouillon ?

7. Un dernier point

Ce qui sort d'une IA, même bien promptée, n'est pas un avis juridique. C'est un brouillon de travail destiné à structurer votre échange avec un avocat. La décision, l'interprétation des faits et la stratégie restent de la responsabilité d'un juriste qualifié.

Préparé pour des non-juristes — à conserver à côté de votre IA préférée.

Bart Smekens

Avocat au Barreau d'Albi